



DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 178-2011

CONCERNANT la nomination de
monsieur Robert Lafrenière
comme Commissaire à la lutte
contre la corruption

16 MAR 2011

---0000000---

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 114-2011
du 16 février 2011, l'Unité permanente anticorruption est créée;

ATTENDU QUE l'Unité permanente anticorruption
relève d'un Commissaire à la lutte contre la corruption;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer le Commissaire
à la lutte contre la corruption;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la
recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE monsieur Robert Lafrenière, sous-ministre du
ministère de la Sécurité publique, soit nommé Commissaire à la lutte
contre la corruption pour un mandat de cinq ans à compter du 28 mars
2011;

QUE les conditions d'emploi annexées au décret
numéro 501-2009 du 29 avril 2009 concernant l'engagement à contrat
de monsieur Robert Lafrenière comme sous-ministre du ministère de la
Sécurité publique continuent de s'appliquer à monsieur Robert
Lafrenière en faisant les adaptations nécessaires, à l'exception des
articles 1, 2 et 3.5.

Le greffier du Conseil exécutif

4. TERMINAISON

501-2009

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent:

4.1 Démission

Monsieur Lafrenière peut démissionner de son poste de sous-ministre du ministère, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif.

4.2 Destitution

Monsieur Lafrenière consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

4.3 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois. En ce cas, monsieur Lafrenière aura droit, le cas échéant, à une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à la section 5 des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007.

5. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Lafrenière se termine le 30 juin 2012. Dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de sous-ministre du ministère, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.